



VOL. II.—No. 33.

MONTREAL, JEUDI, 17 AOUT, 1871.

ABONNEMENT, \$3.00.  
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

L'AVENIR.

Le *Courrier du Canada* termine une série d'articles remarquables sur l'avenir de la race française en Amérique, par les réflexions suivantes :

« Pourquoi sommes-nous français ?  
« La question est déjà résolue pour les hommes qui ont la foi et qui ont observé l'intervention visible de la Providence dans l'histoire de notre passé.  
« Etre Français signifie : parler la langue et avoir les mœurs, le caractère, les traditions et la religion du peuple fils de Charlemagne et de saint Louis.  
« Or, nous sommes Français parce que mille circonstances à nous ménagées par la divine Providence, depuis notre origine, ont concouru à nous conserver tels.  
« Oh ! dirigeons nos regards reconnaissants vers le ciel. Dieu nous destine une mission, la protection qu'il nous a accordée n'a point été sans dessein ni sans but. Dieu n'agit point au hasard ; chacune de ses actions a son objet, sa fin.  
« Nous sommes sûrs que nous formerons un jour un Etat indépendant dans une seconde Europe. Notre foi nous garantira une prépondérance considérable dans le nouveau monde. C'est alors que Dieu se servira de nous et c'est pour cette époque que nous devons nous préparer, nous fortifier. Ne perdons donc point de vue l'avenir qui nous attend. Songeons à notre devise : « Aime Dieu et va ton chemin. »

Puis le *Courrier du Canada* ajoutait ces paroles :

« Quelques écrits que nous avons récemment publiés sous le titre de *L'Agriculture* ont prouvé que nous n'étions point l'ennemi du progrès matériel. Nous saisissons encore ici l'occasion de parler un peu de la matière.  
« Le Canada est dans la voie qui conduit à la richesse. De nombreux chemins de fer vont porter bientôt l'aisance là où elle n'avait jamais pu parvenir. Montréal est prospère. Une réaction prodigieuse s'opère à Québec. Lévis s'acharne à faire concurrence à la ville de Champlain ; Trois-Rivières attend une part du progrès. Partout on remarque une tendance vers l'amélioration et la fortune.  
« Allons ! que chacun mette la main à l'œuvre. Nous marchons de l'avant, ne reculons plus. Que chacun aide à la poussée générale. Améliorons l'agriculture ; rappelons au milieu de nous nos frères exilés ; encourageons la colonisation ; portons aide à toutes les industries et augmentons les en proportion du progrès et de la population.  
« Seulement, qu'une idée nous domine toujours en tout et partout : Dieu et l'Eglise ! Ne souillons jamais notre conscience et plaçons l'avancement de notre civilisation sous les auspices sacrés de la Religion.  
« Aime Dieu et va ton chemin. »

Le *Courrier du Canada* nous permettra de compléter sa pensée. « Dieu nous destine une mission, » dit-il : Oui, mais comme il le comprend si bien, il ne suffit pas de se glorifier de cette mission et de lever les yeux au ciel. Nous avons une mission comme tous les peuples, nous avons une raison d'être dans la pensée créatrice de Dieu, comme tout ce qui existe.

Mais cette mission, nous ne l'accomplirons qu'en nous conformant aux lois générales faites par Dieu pour la régie du monde. D'autres peuples ont vécu avant nous, qui avaient une mission à remplir et qui sont tombées honteusement. Tous les jours on rencontre des hommes qui traînent misérablement les débris d'une existence faite pour de grandes choses.

Il ne faut pas que la confiance en la protection divine aille jusqu'au fanatisme, à l'inertie. La Providence ! elle est dans l'accomplissement des lois que Dieu a données à l'homme, dans l'emploi des facultés dont il l'a doué. Or, la principale loi, la loi que je pourrais appeler la pierre angulaire de l'ordre providentiel, est le travail. La Providence est avec ceux qui travaillent, avec les peuples et

les individus dont tous les instants, tous les efforts ont pour but le développement de leurs facultés.

Lorsque le *Courrier du Canada* dit qu'il n'est pas l'ennemi du progrès matériel, il ne pouvait dire autrement pour être d'accord avec les principes qu'il avait posés sur l'action de la Providence. Car le progrès étant le résultat naturel du travail, est par là même dans l'ordre providentiel et nécessaire.

S'opposer au progrès serait par conséquent s'opposer à l'action de la Providence.

La terre est un théâtre où peuples et individus doivent remplir le mieux qu'ils peuvent le rôle qui leur est assigné dans l'œuvre du progrès et du perfectionnement de l'humanité. Dieu voit avec plaisir cette scène si petite dans ses détails, mais si grande dans son ensemble, car elle révèle la grandeur de la création. Lorsque les acteurs de ce drame seront rendus à l'apogée de leurs forces, Dieu fermera le théâtre.

De ce qui précède il faut conclure que cette mission glorieuse dont on parle, nous ne l'accomplirons pas en restant les bras croisés, pendant que les populations entreprenantes au milieu desquelles nous vivons, agissent et travaillent.

« Aide-toi et le ciel t'aidera, » adage plein de vérité que nous ne devons pas perdre de vue !

Dieu ne brise pas l'ordre général du monde pour venir au secours de celui qui ne se conforme pas à ses lois et ne prend pas les moyens ordinaires de succès.

Le véritable chrétien et homme de bien est celui qui travaille d'autant plus qu'il croit et prie, mais non pas celui qui cherche dans la foi et l'espérance une excuse à sa paresse.

Plus notre mission est grande, plus nous devons travailler à nous élever au niveau des autres populations, à les surpasser même par l'instruction, la noblesse des sentiments et le progrès matériel.

Et si cette mission dépend de chacun de nous, elle dépend à plus forte raison de ceux qui ont entre les mains nos destinées ? Combien de nations ont été jetées à côté de la bonne voie par l'ambition, l'imprudence et l'égoïsme de leurs chefs. Tant pis pour elles si elles ne savent pas choisir ceux qui doivent les diriger ! Dieu ne fera pas un miracle pour les empêcher de se perdre.

Ceux qui sont chargés de préparer notre mission ne doivent pas négliger dans la direction des questions politiques le point de vue canadien, c'est à eux qu'il appartient de trouver les moyens de nous faire une position honorable dans l'avenir de l'Amérique du Nord.

S'il est vrai que nous soyons appelés à former un état indépendant dans une seconde Europe, il faut éviter toute faute qui pourrait entraver l'avènement de cette ordre de choses dans les meilleures conditions possibles. Il va falloir une grande sagesse pour décider bientôt jusques à quand il faut retarder cet avènement et jusques à quel point nous pouvons continuer de faire au maintien du lien colonial des sacrifices d'honneur et de progrès industriel, pour établir le bilan des avantages et d'inconvénients qui résultent de notre position vis-à-vis de l'Angleterre. Ceux qui croient à l'indépendance et la regardent comme le couronnement de la Confédération, doivent prendre garde de ne pas rendre l'annexion nécessaire.

Nous ne prétendons pas décider aujourd'hui la question, mais il nous est bien permis de la poser.

L. O. DAVID.

LA FRANCE ET LA PAPAUTE.

La séance du 22 juillet dans l'Assemblée nationale de la France a été un événement. Il s'agissait de la discussion des pétitions des évêques français demandant le rétablissement du pouvoir temporel.

M. Thiers avait fait un discours admirable dans lequel il avait épuisé toutes les ressources de son esprit et de son éloquence pour satisfaire tout le monde sans engager la politique du gouvernement. Il avait manifesté les sympathies les plus vives en faveur de la papauté et de son indépendance et accepté néanmoins l'unité de l'Italie comme un fait accompli. L'intervention active de la France en faveur du rétablissement du pouvoir temporel, serait, dit-il, la guerre avec l'Italie ; or, la France a assez souffert. Mgr. Dupanloup avait presque marché dans la même voie et il avait soulevé les applaudissements de la Chambre par un discours mémorable qu'il terminait ainsi :

« Il est impossible que dix-huit siècles de grandeurs et de bienfaits aboutissent à faire du successeur de Saint-Pierre, le chapelain, plus ou moins mal payé, de Victor-Emmanuel. (On rit.—Très-bien ! très-bien !—Applaudissements au centre et à droite.)

« Je dis que cela est impossible. Oui, il y a des impossibilités. En 1862, je me souviens, vous me permettrez de rappeler ce souvenir, qu'en arrivant à Rome, je me rendis à Saint-Pierre, et dans cette admirable solitude, dans cette splendeur, dans cette lumière, dans cette immensité, quand je m'agenouillai là et que je contemplai le spectacle sublime qui m'entourait et m'enveloppait de toutes parts, je venais de traverser le Piémont ; je me dis instinctivement : Quoi ! ils veulent venir se poser, s'établir ici ? C'est impossible ! (Rumeurs à gauche.)

« Vous pensez le contraire, soit ; mais nul n'y a tenu, ni les grands empereurs Constantin et Théodose ; ils sont allés s'établir ailleurs et ils étaient les maîtres ; ni les plus fiers vainqueurs Attila et Genséric ; après l'avoir pillée, ils ont fui ; et ce pauvre Victor-Emmanuel, ce..... (Nouvelles rumeurs à gauche.)

« Permettez ! (Très-bien ! très-bien ! à droite.)  
« Je ne fais que raconter ce qui est. Il a à peine osé y paraître ; il est arrivé le matin et parti le soir ; il a senti qu'il ne pouvait faire son lit là. (Rires à droite.)

« Un homme qui a compté pour beaucoup dans la politique et le gouvernement des choses humaines, M. de Talleyrand, disait : « Qui ne sait pas attendre n'est pas capable de grandes choses. » (Ce qui fait que l'église catholique est grande, même à travers tous ces malheurs, c'est qu'elle a su attendre et souffrir en attendant quand il le fallait. (Très-bien ! très-bien !)

« Je m'arrête ici, messieurs, et je m'associe aux évêques, mes vénérés collègues, qui ont eu l'honneur de vous adresser les pétitions dont on vous a fait le rapport. Je vous supplie de ne pas marchander à la religion la place qui lui convient dans la régénération de la société ; je vous supplie de ne pas diminuer, sans le vouloir, le rang de la France dans le conseil des nations européennes ; je vous supplie d'écouter la voix des évêques parlant au nom de leurs devoirs et des vôtres.

« Je supplie l'Assemblée de vouloir bien renvoyer leurs pétitions à MM. les ministres, et, par eux, à l'illustre président du conseil. Placé au sommet des honneurs par la confiance universelle, et arrivé aussi par le cours des années au sommet de la vie, il sait, dans ces hauteurs, mesurer le prix des choses éternelles. (Approbation et bravos à droite.)

« Je remets avec une pleine confiance, que vingt années de fidélité n'ont fait qu'affirmer, de tels intérêts entre ses mains, après les avoir recommandés, messieurs, à vos sentiments les plus profonds, à votre respect pour le malheur, à votre religion et à votre justice. (Applaudissements à droite et au centre.—Aux voix ! aux voix !)

Il y avait deux propositions devant la Chambre, l'une de M. Barthe, ainsi conçue :

« La Chambre, confiante dans le patriotisme et la prudence de M. le chef du Pouvoir exécutif, passe à l'ordre du jour. »

Une autre, conforme aux conclusions du rapport sur les pétitions des évêques, demandant le renvoi au ministre des affaires étrangères.

Le premier ordre du jour allait passer sans opposition, lorsque M. Gambetta se leva pour dire qu'il l'approuvait. Aussitôt M. Keller fit la déclaration suivante :

« Du moment où l'ordre du jour accepté par M. le chef du